

***Les déclarations à l'emporte pièce de Donald Trump, pendant la campagne et suite à son élection, ont généré beaucoup d'inquiétudes dans le monde, notamment en Asie. Les alliés asiatiques des Etats-Unis ont suspecté le nouveau président de vouloir les abandonner face à la Chine, mettant alors potentiellement fin à la stratégie de « pivot vers l'Asie » initiée par Barack Obama. Si ces inquiétudes concernant la stratégie asiatique de Trump ont pu avoir un certain fondement du fait d'une forme d'isolationnisme de sa part, elles ne sont que moyennement fondées. Surtout, il faut avoir à l'esprit que Trump identifie la Chine comme le grand adversaire des Etats-Unis et que par conséquent son projet de puissance passe de manière incontournable par le maintien de l'influence américaine en Asie. Dans ces conditions, contrairement à son discours de campagne, il est très probable que Trump renforce le partenariat des Etats-Unis avec le Japon et la Corée du Sud.***

Durant la campagne électorale, Donald Trump n'a cessé d'alarmer les capitales asiatiques favorables à Washington par ses déclarations outrancières, augurant un potentiel désengagement américain. Se plaçant dans une perspective nationaliste et protectionniste, il n'a ainsi pas hésité à déclarer à propos du Japon et de la Corée du Sud qu'ils allaient devoir payer pour le maintien de troupes américaines sur leur territoire (respectivement 54 000 et 28 500 hommes). Le candidat Trump est même allé jusqu'à suggérer à ses alliés de se doter de l'arme nucléaire pour assurer eux-mêmes leur sécurité. Au-delà du fait qu'une telle suggestion se joue de tous les règlements internationaux en matière de non-prolifération, elle ignore également le fait que la bombe nucléaire demeure encore un tabou au Japon. Parallèlement à la coopération en matière de défense, Trump a également attaqué l'autre pilier de l'engagement américain dans la région : celui de l'intégration économique. Il s'est ainsi déclaré hostile au traité de libre-échange transpacifique (TPP), négocié depuis plusieurs années par l'administration américaine avec une douzaine d'Etats de la région **(1)**. Cet accord réunissant douze pays, et dont les membres représentent 40% de l'économie mondiale, aurait lié de manière encore plus étroite le sort des Etats-Unis et celui de la région.

Pour les partenaires asiatiques des Etats-Unis le message est donc clair : Trump entend diminuer l'engagement américain en Asie-Pacifique. De leur point de vue, sa posture remet en cause le paradigme stratégique régional selon lequel les Etats-Unis acceptent d'être le contrepoids à l'influence grandissante de la Chine dans la région. En questionnant les deux piliers de l'engagement régional américain, l'intégration économique et la coopération militaire, il fait donc courir un risque inacceptable sur la sécurité du Japon et de la Corée du Sud, mais également sur tous les pays qui tentent de s'opposer à la Chine dans ses visées hégémoniques régionales. C'est donc sans surprise que Tokyo et Séoul lui ont préféré Hillary Clinton, jugée plus fiable et plus lisible. Malheureusement pour eux, le 8 novembre 2016, le verdict des urnes tombe dans un coup de tonnerre médiatique : Donald Trump est élu.

Le premier ministre japonais, Shinzo Abe, prend rapidement la mesure du risque pour son pays de perdre la caution apportée par le partenaire américain et décide d'agir. Le 17 novembre 2016, le dirigeant nippon se rend en toute hâte à la Trump Tower, à New York, pour rencontrer le futur président et montrer au monde que l'alliance entre les Etats-Unis et le Japon reste sans faille. Première rencontre avec un dirigeant étranger pour Donald Trump, la visite de Abe illustre l'importance accordée à ce partenariat par le nouveau président. Suite à cette

rencontre « officielle », les deux dirigeants ont discuté par téléphone le 28 janvier 2017 et Trump a alors réaffirmé « l'engagement sans faille » des États-Unis pour garantir la sécurité du Japon. Les deux hommes ont convenu d'une rencontre à Washington le 10 février prochain pour rendre cette affirmation encore plus officielle. Il faut également noter que le nouveau Secrétaire à la Défense, James Mattis, devra se rendre « prochainement » au Japon, ce qui laisse présager du maintien d'un haut niveau de coopération militaire.

Bien que moins visible que la réaction japonaise, la réaction sud-coréenne n'en est pas moins fébrile. Dès l'élection de Trump, la présidence réunit son conseil de sécurité nationale pour discuter du résultat de l'élection. Une cellule de veille spécialisée est créée afin de suivre les déclarations du nouveau président sur Tweeter et de tenter d'y décoder ses futurs axes de politique étrangère. Finalement, le 30 janvier, le président Sud-coréen par intérim Hwang Kyo-ahn s'entretient par téléphone avec le nouveau président américain. Ce dernier lui réaffirme également « l'engagement sans faille » des États-Unis à défendre la Corée du sud. Il faut noter que la visibilité et la coordination de l'action diplomatique sud-coréenne souffrent sans doute de l'actuel scandale politico-financier qui secoue le pays et qui a abouti à la procédure de destitution de la présidente Park Geun-Hye. Il y a fort à parier qu'une fois cette séquence politique terminée, les nouveaux dirigeants en poste à Séoul ne tarderont pas à se rapprocher ostensiblement de Trump.

Bien qu'ayant annoncé un désengagement américain en Asie, nous pouvons ainsi voir que Trump s'est largement démarqué de ses positions lorsqu'il était candidat. S'il a bien signé un décret pour annuler la participation des États-Unis au TPP, conformément à ce qu'il avait annoncé, on est loin d'un repli stratégique, bien au contraire. Si l'on peut attribuer cette inflexion à une forme de « retour à la raison » après les excès de la campagne, la raison principale se trouve ailleurs. Comme l'analyse le professeur en relations internationales Michael Klare, la vision du monde de Trump tranche avec celle des élites classiques de Washington, pour qui le monde peut être analysé en termes de relations de dépendance ou d'hostilité avec les États-Unis. **(2)** Pour Trump, le monde est sans doute plus assimilé à « une vaste jungle où la concurrence est la règle et où chances et périls peuvent se présenter en tout lieu ». **(3)** Dans cette optique, Trump n'a donc pas d'intérêt à mettre en péril des relations qui assurent la défense des intérêts du pays dans une région identifiée comme un important relais de croissance dans les années à venir. Aussi et surtout, dans son analyse des menaces Trump identifie la Chine, et non la Russie, comme le principal adversaire des États-Unis. Dans ce contexte, il serait dommageable aux intérêts américains de laisser le champ libre à cette puissance émergente, qu'il faut au contraire, contrer.

Très tôt dans la campagne, Donald Trump a désigné la Chine comme un adversaire direct des États-Unis. Tout d'abord au plan économique, Trump a stigmatisé la Chine comme volant les emplois américains, notamment en pratiquant des dévaluations monétaires injustifiées. Il a déclaré haut et fort que pas moins de 70 000 usines avaient fermé aux États-Unis depuis l'entrée de la Chine dans l'Organisation Mondiale du Commerce et que le déficit américain était passé d'environ 50 milliards de dollars à plus de 365 milliards sur la même période. Trump a même été jusqu'à déclarer que le réchauffement climatique était un « concept créé par et pour les Chinois dans le but d'affaiblir la compétitivité de l'industrie américaine ». Pour lui, il n'y a donc pas à hésiter, il faut déclarer une guerre économique à la Chine et à cet effet il entend

placer des barrières tarifaires de 45% sur toutes les importations chinoises. Sur le plan stratégique ensuite, le candidat Trump a également dénoncé le déploiement croissant de forces chinoises en mer de Chine méridionale. Dans une interview au New York Times, Trump a ainsi déclaré : « Ils (les Chinois) se positionnent en mer de Chine méridionale et construisent une forteresse militaire d'une ampleur encore jamais vue »**(4)**. Ces déclarations ont préfiguré la posture de Trump suite à son élection, une posture défiante et provocatrice.

A peine élu, Trump continue sur sa lancée et brise tous les protocoles en acceptant de discuter directement avec la présidente taïwanaise Tsai Ing-wen, un échange inédit depuis 1979. Alors que les relations entre Taïwan et les autres États de la planète sont strictement codifiées, du fait du statut particulier de l'île, cette conversation téléphonique rompt avec 40 ans de pratique diplomatique. Trump ira cependant encore plus loin, en remettant en cause le principe de la « Chine unique ». Ce principe, extrêmement cher au dirigeant chinois, prévoit que les États qui entretiennent des relations avec la Chine reconnaissent sa souveraineté non seulement sur la partie continentale du pays, mais également sur Hong Kong, Macao, Taïwan, le Tibet, et le Xinjiang. Par ces déclarations, Trump fait donc plus que bousculer les codes, il met en cause la souveraineté chinoise sur certains territoires ! Certains commentateurs ont relativisé ces provocations, indiquant qu'il s'agit là d'une manœuvre calculée afin d'amener les Chinois à effectuer des concessions notamment sur le plan économique. Quoiqu'il en soit la manœuvre est risquée, et on pourrait également soupçonner Trump de vouloir non seulement des concessions économiques, mais également une forme de recul de l'influence chinoise dans la région. Les remarques du nouveau Secrétaire d'État américain, Rex Tillerson, vont dans ce sens quand il déclare le 12 janvier 2017 qu'il entend interdire à la Chine l'accès à sa base installée en mer de Chine méridionale. Qu'il s'agisse d'une stratégie ou de simples commentaires, Trump joue gros avec la posture qu'il a décidé d'adopter. En effet, si sa position pourrait permettre un renforcement des alliances traditionnelles des États-Unis et de leur influence dans la région, elle va non seulement attiser le bellicisme de Pékin mais elle pourrait également créer les conditions d'un affrontement potentiel.

Il faut noter qu'au niveau militaire, cela fait plusieurs années que les États-Unis suivent avec une pointe d'inquiétude le développement des capacités militaires chinoises et se préparent à une potentielle confrontation en Asie du sud-est. Le Pentagone est très actif sur le dossier, avec notamment le développement de la doctrine *AirSea Battle*, devenu par la suite le *Joint Concept for Access and Maneuver in the Global Commons*. Ce concept détaille la doctrine américaine d'emploi des forces face à un adversaire utilisant des stratégies de déni d'accès dans un environnement amphibie.**(5)** Autrement dit, les militaires américains se penchent d'ores et déjà sur les potentielles conditions d'un affrontement face à la Chine. Il faut ajouter que le président Trump a annoncé qu'il allait revoir le budget de l'US Navy à la hausse, ce qui peut être une indication de plus du fait que, loin d'être isolationniste, il entend développer et utiliser les importants moyens de projection de la puissance américaine.

Côté chinois, l'attitude de Trump a suscité de nombreuses réactions. Les journaux officiels, notamment le quotidien Xinhua, n'ont pas manqué de railler les provocations du président et sa diplomatie « Twitter » compulsive. Au niveau politique, alors que l'espoir d'un condominium États-Unis/Chine à la tête des affaires mondiales s'est rapidement évaporé, les dirigeants chinois sont revenus à des considérations très réalistes et le président Xi Jinping n'a pas tardé

à s'occuper de tous les espaces d'influence laissés par Trump. A l'échelle régionale, Xi s'est ainsi fait le chantre de l'intégration économique, et plus largement du libre-échange, en réaction à la posture protectionniste de Trump et à sa décision de quitter le TPP, comble de l'ironie ! Plus globalement, Xi pourrait être tenté de se positionner en anti-Trump, comme il l'a fait sur le dossier palestinien ou comme il pourrait le faire sur l'Union Européenne. Sur les questions douanières, comme sur les questions de leur souveraineté, les Chinois n'entendent en aucun cas rester passifs. Pékin a déjà prévenu que toute augmentation des tarifs douaniers serait suivie de mesure de rétorsion. Sur le plan de la souveraineté chinoise également, l'administration chinoise a maintenu fermement ses positions, notamment sur la question de Taïwan, un intérêt vital pour le régime. Pour l'heure, il semble que Pékin tente de définir jusqu'où Donald Trump va aller tout en se préparant au pire. Le récent déploiement du porte-avion Chinois Liaoning dans la zone du détroit de Taïwan ou encore les déclarations d'un haut responsable de l'armée chinoise sur la possibilité d'une guerre avec les Etats-Unis illustrent en tout cas la nervosité de Pékin dans la période de transition actuelle.

Comme nous pouvons le constater, Donald Trump se montre fidèle à sa réputation de « dur en affaire », s'assurant l'ascendant sur ses alliés tout en les mettant en ordre de bataille contre le pays qu'il a désigné comme le rival des Etats-Unis. Si les pays de la région asiatique redoutaient un condominium (ou G2) Etats-Unis/Chine, leurs craintes semblent écartées pour le moment. Trump semble avoir choisi la Russie pour tenir ce rôle aux côtés des Etats-Unis et avoir décidé d'empêcher la Chine de développer plus avant son influence. A l'issue du premier entretien téléphonique entre Donald Trump et Vladimir Poutine, le Kremlin a publié un communiqué indiquant que « des deux côtés a été exprimée une volonté de travailler activement en commun (...) d'égal à égal »<sup>(6)</sup>. La question est maintenant de savoir si cet axe de coopération va s'affirmer et se révéler un pari gagnant pour les Etats-Unis. Au niveau asiatique, la posture hostile à la Chine choisie par Trump va certainement rassurer plusieurs pays riverain de la mer de Chine méridionale, cependant elle va accroître les tensions et les risques d'accident. Dans une telle situation, si Trump cédait à son caractère impulsif, nous pourrions alors malheureusement assister à la provocation de trop.

### Adrien FROSSARD

---

**(1)** Douze pays (Australie, Brunei, Canada, Chili, Japon, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pérou, Singapour, Etats-Unis et Vietnam) sont signataires du traité.

**(2)** Michael Klare, *Le monde selon Donald Trump*, Le Monde Diplomatique, n°754 – 64<sup>e</sup> année, Janvier 2017.

**(3)** Ibid.

**(4)** Site internet du New York Times :

[https://www.nytimes.com/2016/03/27/us/politics/donald-trump-transcript.html?\\_r=0](https://www.nytimes.com/2016/03/27/us/politics/donald-trump-transcript.html?_r=0), accédé le 30/01/2017.

**(5)** Site internet DefenseNews :

<http://www.defensenews.com/story/defense/policy-budget/warfare/2015/01/24/air-sea-battle-china-army-navy/22229023/>, accédé le 30/01/2017.

**(6)** Site internet de RFI :

<http://www.rfi.fr/contenu/ticker/poutine-trump-accord-developper-relations-egal-egal-kremlin>, accédé le 29/01/2017.